

## L'UGTA OUVRE SES PORTES À L'INSTITUTION DE BRETTON WOODS

# Une délégation du FMI chez Sidi Saïd

« CETTE RENCONTRE s'inscrit dans le cadre de la revue périodique qu'effectue cette institution en Algérie. »

■ MOHAMED BOUFATAH

**L**e secrétaire général de l'Ugta a reçu hier au siège de la Centrale syndicale, une délégation du Fonds monétaire international (FMI). Cette rencontre, tenue hier à huis clos, s'inscrit dans le cadre de la revue périodique qu'effectue le FMI en Algérie. Sidi Saïd, qui ne pouvait se soustraire à cette entrevue, a souvent critiqué les rapports de l'institution de Bretton Woods sur la politique économique du gouvernement.

Le Fonds monétaire international n'a pas à « s'immiscer » dans la politique économique de l'Algérie. Or, l'évaluation de la situation et des perspectives économiques des États membres, dont l'Algérie, fait partie des missions statutaires du FMI. Dans ce contexte, en réponse aux sévères critiques émises récemment par cette institution à l'égard du climat des affaires, Sidi Saïd a déclaré que « le FMI n'a aucune crédibilité ni aucune autorité en ce qui concerne la politique économique ou sociale de l'Algérie ». A titre de rappel, le 16 juillet dernier, le FMI a dressé un tableau noir des perspectives de l'économie algérienne. Le recours du gouvernement à la planche à billets en septembre 2017, pour faire face aux déficits budgétaires est, d'après le FMI, « por-



Le secrétaire général de l'Ugta

teur de tensions inflationnistes et de sérieux risques pour l'économie». Il est à noter que l'Ugta est la seule à répondre aux critiques formulées à propos de la démarche du gouvernement pour faire face à la crise financière et pour attirer

des investissements étrangers alors que d'autres, habilités à riposter, se sont murés dans un silence total. Pour Sidi Saïd, « tous ces rapports critiques à l'égard de l'Algérie, sont l'œuvre d'officines étrangères contre notre pays ». Le patron de la Centrale syndicale, fustige ouvertement le FMI, qui « n'a aucune crédibilité ». Ce qui est « bizarre », estimait-il, c'est que « le FMI, qui est souvent ébahi par ce qui se fait chez nous...oublie de le mentionner dans ses rapports ». D'après lui « le Fonds cherche à casser les dynamiques nationales pour placer le pays entre ses

griffes ». L'une des raisons qui rend le FMI critique à l'égard de l'Algérie est, selon lui, « la diminution des importations décidée par le gouvernement ». « Quand le FMI recommande à l'Algérie de supprimer les subventions publiques, (...), cela veut dire qu'il y a un plan d'officines auquel il obéit pour déstabiliser le pays », avait-il soutenu. Sur le recours du gouvernement au financement non conventionnel, il croit savoir que « le FMI veut que l'Algérie renoue avec l'emprunt international ».

M.B.